Conseil National Professionnel de Psychiatrie

Communiqué de presse

Paris, le 13 mai 2025

Fin de vie : Les professionnels de la psychiatrie alertent les responsables politiques sur les implications psychiatriques de la proposition de loi

Alors que l'Assemblée nationale s'apprête à examiner la proposition de loi relative au droit à l'aide à mourir, les organisations professionnelles de la psychiatrie appellent les responsables politiques à la vigilance sur les risques que ce texte fait peser en matière de santé mentale.

La formulation actuelle du texte prévoit qu'une personne puisse demander une aide à mourir si elle présente « une souffrance physique ou psychologique liée à une affection grave et incurable, qui engage le pronostic vital ou est en phase avancée ou terminale », lorsque cette souffrance est soit réfractaire aux traitements, soit jugée insupportable par la personne elle-même, notamment en cas de refus ou d'arrêt de traitement. **Ainsi, les troubles psychiatriques ne sont pas explicitement exclus du champ d'application de la loi.**

Cette absence d'exclusion explicite - justifiée par le principe de non-discrimination des personnes souffrant de troubles mentaux - **ouvre la voie à des risques majeurs**. Les patients atteints de pathologies psychiatriques graves et persistantes (dépression sévère, schizophrénie, troubles de la personnalité...), parfois soignés sans leur consentement, pourraient revendiquer remplir les critères fixés par le texte : souffrance psychologique jugée insupportable, affection grave et incurable, mise en jeu du pronostic vital du fait d'un risque suicidaire ou des comorbidités somatiques. Or, **l'évolution des troubles mentaux est imprévisible et les moyens sont nombreux pour soigner les personnes qui en souffrent.**

Les signataires du courrier adressé au Premier ministre, à la Ministre de la Santé, à son Ministre délégué, ainsi qu'à l'ensemble des députés, formulent plusieurs points de vigilance :

- Une demande d'aide à mourir, même rationalisée par une douleur physique ou psychique, n'est-elle pas dans certains cas, **une autre façon d'exprimer une intention suicidaire ?** L'accès à l'aide à mourir pourrait alors devenir **une réponse prématurée, inadaptée et irréversible à une détresse curable et réversible, court-circuitant les dispositifs de soin.**
- Les dispositifs destinés à améliorer la santé mentale ont parmi leurs missions essentielles de lutter contre le suicide et de le prévenir. Une telle loi pourrait **brouiller les repères pour les professionnels et les proches**, rendant plus difficile leur intervention en cas de crise suicidaire.
- L'évaluation du discernement et de l'opportunité de proposer des soins est un acte complexe, particulièrement en présence de troubles psychiques. En outre, les soins

A propos du Conseil National Professionnel de Psychiatrie :

Créé en 2014 à la demande du gouvernement, le CNPP représente l'ensemble des professionnels de la psychiatrie dans leurs diverses modalités d'exercice. Il a notamment pour mission d'être l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics dans la coordination des réflexions en ce qui concerne l'amélioration des processus de prise en charge, de la qualité des soins et de l'expertise professionnelle.

psychologiques ou psychiatriques sont dans de très nombreux cas de nature à infléchir une demande de mort exprimée. Ces aspects ne peuvent être laissés à l'appréciation subjective des seules équipes en charge, **sans procédure claire et garantie d'une évaluation indépendante du discernement d'une part, de l'opportunité de proposer des soins d'autre part.**

- **Enfin, l'absence d'articulation explicite entre ce texte et la politique nationale de prévention du suicide constitue une incohérence majeure**, à l'heure où près de 9 000 personnes se donnent la mort par suicide chaque année en France.

Des garanties indispensables attendues

Les professionnels de la psychiatrie appellent à un encadrement indispensable :

- **L'instauration d'une évaluation psychiatrique indépendante** chaque fois que jugée nécessaire par les équipes soignantes ou les proches lors d'une demande d'aide à mourir, afin d'apprécier la capacité de discernement, de repérer les éventuels troubles psychiatriques caractérisés et dans tous les cas d'être en mesure de proposer des soins susceptibles d'infléchir la demande de mort.
- **Un délai minimal de réflexion**, permettant d'évaluer la stabilité et la cohérence de la demande dans le temps, et de s'assurer qu'elle ne relève pas d'une réaction aiguë ou transitoire.
- **Un rappel clair des principes et des objectifs de la prévention du suicide**, afin que ce projet de loi ne fragilise pas les efforts de santé publique menés depuis des années et qui portent déjà leurs fruits.

La profession rappelle enfin que **le respect de l'autonomie ne peut se construire que dans un cadre rigoureux, éthique et protecteur, garantissant à toutes les personnes – y compris celles atteintes de troubles mentaux – un égal accès aux soins, sans stigmatisation ni abandon**

Conseil National Professionnel de Psychiatrie

Collège National des Universitaires de Psychiatrie (CNUP)

Fédération Française de Psychiatrie (FFP)

Collège National pour la Qualité des Soins en Psychiatrie (CNQSP)

Syndicat des Psychiatres Français (SPF)

Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux (SPH)

Union Syndicale de la Psychiatrie (USP)

Syndicat Universitaire de Psychiatrie (SUP)

Syndicat National des Psychiatres Privés (SNPP)

Syndicat des Psychiatres d'Exercice Public (SPEP)

Intersyndicale de Défense de la Psychiatrie Publique (IDEPP)

Contact presse :

Romain Aubert

06.79.60.81.73

r.aubert@cnpppsychiatrie.org

A propos du Conseil National Professionnel de Psychiatrie :

Créé en 2014 à la demande du gouvernement, le CNPP représente l'ensemble des professionnels de la psychiatrie dans leurs diverses modalités d'exercice. Il a notamment pour mission d'être l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics dans la coordination des réflexions en ce qui concerne l'amélioration des processus de prise en charge, de la qualité des soins et de l'expertise professionnelle.